



Lundi 13 avril 2026

Bombardements meurtriers, blocus maritime : Trump et Netanyahu embrasent toujours le Moyen-Orient !

Mardi 7 avril, Donald Trump menaçait d'« effacer une civilisation »... avant de conclure un cessez-le-feu avec l'Iran, moyennant la réouverture du détroit d'Ormuz. Mais après une première journée de négociations vendredi 10 avril, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a claqué la porte. Le lendemain, Trump a menacé de refermer le détroit d'Ormuz, puis d'organiser un blocus des ports iraniens. Le prix du baril de pétrole a de nouveau bondi sur les marchés internationaux.

Si le cessez-le-feu en Iran et autour du golfe Persique est précaire, il ne concerne pas le Liban. Plus de 350 personnes ont perdu la vie dans les bombardements israéliens mercredi 8 avril, et encore des dizaines d'autres les jours suivants. Depuis début mars, le bilan est de plus de 2 000 morts.

Une guerre contre les peuples et les classes populaires

Trump prétend avoir obtenu une « victoire totale » contre l'Iran et son programme nucléaire. Mais, entre menaces de destruction totale, ultimatums, phases d'apaisement et main tendue au régime, il semble surtout en grande difficulté pour imposer sa loi, alors que ses alliés du Golfe veulent un retour au calme, que son partenaire israélien pousse en sens inverse, et que sa politique est massivement contestée aux États-Unis.

Personne ne pouvait sérieusement croire que les bombes de Trump et Netanyahu aideraient les classes populaires d'Iran à se libérer de leur régime oppresseur. Et de fait, il tient bon, pour le moment. Alors qu'en décembre et janvier, un soulèvement populaire avait fait trembler le régime, les bombardements n'ont abouti qu'à terroriser davantage la population et donner un prétexte au régime pour renforcer la répression. Depuis fin mars, au moins sept personnes arrêtées lors des manifestations ont été mises à mort et plusieurs dizaines, dont des mineurs, risquent l'exécution à tout moment.

À bas la participation française !

Les grandes puissances et leurs alliés ne défendent que leurs intérêts, leur mainmise sur les ressources et le fruit du travail des classes laborieuses. La France et les pays européens n'échappent pas à cette règle.

Macron a beau désapprouver la guerre, et même refuser certaines demandes de Trump, la France n'est pas moins partie prenante lorsqu'elle envoie en Méditerranée orientale et dans le Golfe son porte-avions, ses frégates et ses sous-marins, lorsqu'elle participe à des missions de surveillance et à l'interception de drones et de missiles, ou qu'elle se propose de déminer le détroit d'Ormuz. Et si le gouvernement français s'émeut du sort du peuple libanais, c'est toujours pour dédouaner le gouvernement israélien du sang qu'il a sur les mains. Sa seule ambition est de maintenir son influence au Liban et l'implantation de ses grandes entreprises. Au risque de replonger le pays dans une guerre civile, qui aura pour cibles les classes populaires chiites du sud du pays.

En France, le gouvernement fait tout pour empêcher la dénonciation des crimes des puissances impérialistes et de leur complice israélien. C'est ce que montrent les intimidations et arrestations de militantes et militants de la solidarité avec la Palestine et le projet de loi Yadan qui assimile critique de l'État israélien et antisémitisme. Mais ici comme ailleurs, aucune mesure ne fera taire la révolte et la solidarité internationale des exploités !

À Paris, un rassemblement aura lieu ce vendredi 17 avril contre la guerre au Moyen-Orient et la participation française.

**Rendez-vous à 19 heures place de la
République.**

Grève pour 300€

Depuis mardi 7 avril, une partie de l'atelier métro de Vaugirard est en grève pour 50 points, c'est-à-dire 300 euros d'augmentation. Ils ont bien raison vu la difficulté à faire le plein pour la voiture et les courses !

Le vase était déjà bien rempli entre les galères du nouveau logiciel Magellan et la répression patronale contre des collègues. La goutte d'eau qui a fait déborder la colère, c'est les 0,08% d'« augmentation » aux dernières NAO. La direction ne fait jamais de cadeaux, alors ils se sont organisés pour aller chercher les 300 euros avec l'arme des travailleurs, la grève !

La vraie démocratie, elle est ici

Tous les matins, une vingtaine de grévistes se retrouvent devant l'atelier à 6h30. Ils s'adressent aux collègues non-grévistes pour les convaincre de les rejoindre. Chaque jour, ils décident de l'organisation de la grève par des assemblées générales où les décisions sont débattues et votées à main levée. Oui, ils décident collectivement de leur lutte.

Rendre dingy le dirlo

Vendredi, la direction a voulu rencontrer les grévistes après 4 jours de grève. C'est eux qui ont imposé leur méthode. Ils sont montés à 17 dans le bureau du chef, vu qu'ils ont de la place là-haut, autant que ça serve ! Pour prendre la parole, le directeur était obligé de lever la main et d'attendre son tour. Une petite leçon à la sauce des grévistes.

Grève à Vaugirard, à qui le tour ?

Les grévistes sont allés rencontrer d'autres ateliers de maintenance de métro pour appeler les collègues à s'organiser et rejoindre la grève pour 300 euros. S'adresser directement aux autres travailleurs, c'est le meilleur moyen pour étendre la grève et la rendre plus forte ! Parce que les salaires trop bas et les mauvaises conditions de travail, ce n'est pas qu'à Vaugirard. Ce sont les mêmes problèmes qu'on bosse à la maintenance ou la conduite et plus largement pour tous les travailleurs.

Tous ensemble nous sommes forts et nous pouvons gagner !

Paris-Brest, c'est pas du gâteau mais un même combat !

Mardi dernier à Brest, une grève mettait quasi à l'arrêt les bus et les trams. La filiale de RATP Dév qui gère le réseau étend les amplitudes horaires et refuse des congés plutôt que

d'embaucher. Alors les travailleurs se sont mis en grève et ne compte pas s'arrêter là ! Ils prévoient une prochaine journée de mobilisation fin avril.

La direction de la RATP se vante d'un meilleur savoir-faire que Keolis ou Transdev. Mais leur expertise, de Paris à Brest, c'est de dégrader les conditions de travail. Avec l'ouverture à la concurrence, nos conditions de travail ne vont pas dépendre de l'étiquette du nouveau patron, mais du rapport de force qu'on arrivera à imposer.

Le Sénégal, champion d'Afrique

Depuis le 30 mars, 85% des travailleurs sénégalais du transport urbain et interurbain de Dakar sont en grève. Ils se dressent contre la hausse du prix du carburant et le prix des pièces pour remplacer celles qui sont défectueuses sur leur véhicule, pour la modernisation et la sécurisation des gares routières mais aussi contre un Etat dictatorial et corrompu qui abuse de contrôles, d'amendes et de taxes contre les conducteurs souvent à leur compte. L'Etat sénégalais semble vouloir contrôler le marché informel et le ramener dans le giron d'un capitalisme plus formel par la force tout en dégradant des conditions de travail déjà difficiles et sans remplacer les véhicules. Face à l'ampleur de la grève, le gouvernement sénégalais a consenti à quelques compromis jugés insuffisants par les syndicats qui ont décidé de reconduire la grève.

Le dîner de cons des grands patrons

Pour préparer 2027, le Rassemblement national ne se contente pas d'étaler sa démagogie raciste dans les médias. Il mène aussi campagne, discrètement, auprès des capitalistes. Le 7 avril, Marine Le Pen déjeunait dans un restaurant huppé avec 15 d'entre eux, dont les PDG de Total, Engie et Accor, Bernard Arnault et un fils Bolloré. C'est le coup de foudre : Bardella se réjouit que les patrons « se rendent compte que nos constats et nos solutions leur sont favorables » et ceux-ci constatent que les élus RN sont « ceux qui ont le plus envie de plaire au monde patronal ». Le fusible Macron est discrédité ? Bardella postule pour poursuivre le sale boulot contre les travailleurs.

Dans le prochain numéro de notre journal *Révolutionnaires*, disponible dès jeudi 16 avril, retrouve un dossier sur la question des salaires face à l'augmentation des prix et des profits !

Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues, oublie-le là où tu veux qu'il soit lu : cabine, salle de repos, établis et n'hésites pas à l'informer en nous contactant !



npa.revo



NPA Révolutionnaires – RATP



@npa_revo

mail : presse@npa-revolutionnaires.org - Ne pas jeter sur la voie publique